Archives et historiographie de l'immigration

Philippe Rygiel

▶ **To cite this version:**

Philippe Rygiel. Archives et historiographie de l'immigration. Migrances, 2009, 33, pp.50-59. halshs-01145697

HAL Id: halshs-01145697
https://shs.hal.science/halshs-01145697

Submitted on 25 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Archives et historiographie

“Archie et historiographie de l’immigration, *Migrance*, numéro 33, premier semestre 2009, pp. 50-59.

Philippe Rygiel, Centre d’histoire du XXe siècle, Université Paris I/CNRS

Histoire immigration, France, migrants, historiographie, archives

Historiography, France, migrants, immigration, archives

Résumé : L’histoire de l’immigration n’est plus l’histoire en friches qu’évoquait Gérard Noiriel il y a quelques années. Les travaux, les thèses se sont multipliés au cours des dernières décennies. Nous proposons ici une lecture de ces développements, qui en guise de perspective inventorie les sources et les archives qui ont été jusuqu’ici peu exploitées.

Summary : History of migrations into France has been very extensively studied over the last few décades. We offer hère an overwiew of these developments and an inventory of archives that have not yet been taped into by migration historians and might feed further research.

Un historien à qui l’on demande quelles sont les implications archivistiques des développements en cours dans un champ d’études historiques se trouve place devant un redoutable dilemme. Il peut soit se risquer à quelques pronostics, en espérant que son texte sera, d’ici quelques années, totalement oublié, soit confesser son ignorance. Au moins sa science lui sert-elle à rendre raison de celle-ci. C’est le parti que j’ai pris ici. Cela me conduit, plutôt qu’un panorama des recherches actuelles, à proposer un rapide historique d’un domaine de recherche. Cela, à la fois parce que l’épaisseur temporelle permet de rendre compte des dynamiques qui empêchent les prévisions d’être en la matière autre chose que des paris informés et parce que les commencements de l’histoire de l’immigration en France ont marqué durablement la structure du champ et généré un questionnaire, des façons de faire et d’écrire cette histoire, dont l’influence perdure. L’entreprise présente ses difficultés propres cependant. La réflexion historiographique est souvent un acte de pouvoir qui revient, par le jeu de la mise en valeur des bons auteurs et surtout par ses silences et ses oublis, à promouvoir une norme. Son intérêt dépend de plus de la position de l’auteur, matériellement incapable de lire tout ce qui se rapporte à son domaine, et porté à privilégier les travaux relatifs à ses objets et à ses terrains propres. J’ai tenté d’éviter cet écueil en faisant de la liste des thèses d’histoire soutenues et publiées ou en voie de l’être, le corpus principal sur lequel s’appuyait la présente réflexion, sans m’interdire cependant, en particulier pour la période récente, de mentionner quelques ouvrages ou quelques grands colloques.

Ce dispositif permet de dater avec assez de précisions la naissance de l’histoire de l’immigration en France. À la charnière des années 1970 et 1980, sur fond de crise xénophobe et de progression du Front National, sont publiées plusieurs thèses qui font de l’immigration un objet d’histoire. Ce n’est pas que les historiens des décennies précédentes ignoraient le fait

que la France abritait depuis longtemps des migrants étrangers. Michelle Perrot[1], Antoine Prost[2], Yves Lequin[3] ou Rolande Trempé[4] l'avaient noté ou souligné, mais s'ils les rencontraient à l'occasion de leurs recherches, leur présence, ses effets, les mécanismes en rendant compte n'étaient pas au centre de leurs préoccupations. Pour leurs successeurs, à l'inverse, la question de l'immigration est au centre de l'enquête. Gérard Noiriel est revenu à plusieurs reprises sur les raisons pouvant rendre compte à la fois de ce long silence et de ce soudain intérêt[5], d'autant plus frappant qu'il est le fait d'historiens provenant de traditions historiographiques très différents.

Certains s'inscrivent en effet dans le cadre d'une histoire institutionnelle qui s'interroge sur la naissance et le développement d'un appareil d'état nouveau, spécialisé dans le traitement de l'immigration et des migrants et l'émergence d'une politique de l'immigration. C'est le cas de Jean-Charles Bonnet[6], dont les travaux seront prolongés et enrichis par Patrick Weil[7], puis par Vincent Viet[8].

D'autres tels Ralph Schor[9], examinent les transformations de la figure de l'étranger et de l'immigré dans l'opinion publique, inaugurant une histoire de la xénophobie que poursuivent, selon des optiques différentes, Yvan Gastaut[10] et Laurent Dornel[11].

Plusieurs spécialistes de l'histoire de l'immigration proviennent d'une histoire des relations internationales qui met en valeur le fait que les questions migratoires, depuis la fin du XIXe siècle, mobilisent les chancelleries européennes, avant tels Pierre Milza[12] pour les Italiens, ou Janine Ponty[13] pour les Polonais de s'intéresser à l'histoire des migrants rencontrés d'abord dans les archives diplomatiques.

Certains enfin arrivent à l'histoire de l'immigration par le biais d'une histoire économique et sociale qui est à la fois une histoire de l'industrialisation et une histoire de la constitution, puis de la décomposition, de la classe ouvrière. Gérard Noiriel étudiant les ouvriers de Longwy[14], Nancy Green les immigrés juifs du Paris de la fin du XIXe siècle[15], s'inscrivent dans cette

---

[1] Michelle Perrot, " Les rapports des ouvriers français et des ouvriers étrangers, 1871-1893, *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne*, 12e série, 12, 1960.

[2] Antoine Prost, "L'immigration en France depuis cent ans", *Esprit*, 4 1966

[3] Yves Lequin, *Les ouvriers de la region lyonnaise (1848-1914),* Lyon, Pul, 1977.

[4] Rolande Trempé, "La main d'œuvre étrangère aux mines de Carmaux entre les deux guerres", in *Castres, pays tarnais*, Albi, Fédération des sociétés académiques et savantes,1972, pp. 435-442.

[5] Pour un texte recent voir, Gérard Noiriel, "Histoire de l'immigration en France. État des lieux, perspectives d'avenir, *Hommes et Migrations*, 1255, 2005, pp. 38-48.

[6] Jean-Charles Bonnet, *Les pouvoirs publics français et l'immigration dans l'entre-deux-guerres*, Lyon, Presses de l'Université de Lyon, 1976.

[7] Patrick Weil, *La France et ses étrangers*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

[8] Vincent Viet, *La France immigrée. Construction d'une politique,* 1914-1997, Paris, Fayard.

[9] Ralph Schor, *L'opinion française et les étrangers, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

[10] Yvan Gastaut, *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve république,* Paris, Fayard, 2000.

[11] Laurent Dornel, *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie (1870-1914),* Paris, Hachette, 2004.

[12] Pierre Milza, *Français et Italiens à la fin du XIXe siècle. Aux origines du rapprochement franco-italien de 1900-1902*, 2 volumes, Rome, École française de Rome, 1981.

[13] Janine Ponty, *Polonais méconnus*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988.

[14] Gérard Noiriel, *Longwy, immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, Puf, 1984.

[15] Nancy Green, *Les travailleurs immigrés juifs à la belle époque,* Paris, Fayard, 1985.

perspective, elle aussi toujours vivante. Laure Pitti[16], étudiant les ouvriers algériens de Renault, Yves Frey les ouvriers polonais de la potasse[17], ou Pierro Galloro évoquant les ouvriers italiens des mines de fer de Lorraine[18], apparaissent, selon des modalités différentes, comme les héritiers d'une histoire d'inspiration labroussienne, attentive au fonctionnement concret de la sphère productive, aux formes du travail et à la dimension économique des processus d'immigration.

C'est à Gérard Noiriel qu'il appartient de proposer, avec *Le creuset français*, ouvrage fondateur à la durable influence, la première synthèse de cette histoire qui s'ébauche. Il fait de l'État-Nation, garant du bon fonctionnement du marché du travail, instituteur de la nation et acteur des relations internationales, le personnage central du processus d'immigration.

Les années 1990 modifient peu le paysage de la recherche. La question de l'assimilation, le terme est alors employé sans trop de réticences, de ses formes, de ses déterminants demeure centrale, même si changent les moyens de son examen. Le regard se déplace des institutions censées l'assurer aux parcours des individus et des familles. Le monumental travail consacré par Marie-Claude Blanc-Chaléard aux Italiens en région parisienne, qui reconstitue, autant qu'il est possible, généalogies et parcours individuels, est emblématique de cette inspiration[19], qui se prolonge elle aussi aujourd'hui, au travers des travaux d'Anne-Sophie Bruno[20].

Ces années voient cependant le début d'un mouvement d'inventaire des populations étrangères de France selon le lieu de leur implantation et leur origine nationale. Geneviève Massard Guilbaud ainsi étudie les Algériens de Lyon[21] et Geneviève Dreyfuss-Armand[22] les exilés espagnols, cependant que paraissent aux éditions Autrement les premiers volumes de la collection *Français d'ailleurs, peuple d'ici* et que l'association génériques, fondée en 1987, entame un énorme travail de collecte et de classement des fonds d'archives relatifs à l'histoire de l'immigration. Ce mouvement se poursuit aujourd'hui encore, au point que l'on pourrait parfois croire que chaque nationalité ayant eu des représentants en France a son ou ses historiens. Les Slovènes[23], les Tchécoslovaques[24], les Luxembourgeois, les Roumains, de France font l'objet de thèses en cours, ou récemment soutenues. Le fait ne souffre que d'une exception majeure, l'absence de travaux récents consacrés aux Belges, qui furent pourtant longtemps les plus nombreux des immigrés. Qui s'intéresse à eux doit se plonger dans la

---

[16] Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Boulogne Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970. Contribution à une histoire sociale et politique des ouvriers en France*, thèse, 2002.

[17] Yves Frey, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans la basin potassique, 1918-1948*, Besançon, Presses Universitaires de Besançon, 2003.

[18] Piero D. Galloro, *Ouvriers du fer- Princes du vent. Histoire des flux de main-d'oeuvre dans la sidérurgie lorraine,* Metz, Éditions Serpenoise, 2001.

[19] Marie Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'est parisien (années 1880-1960). Une histoire d'intégration,* Rome, École française de Rome, 2000.

[20] Anne-Sophie Bruno, *Azzedine, Zouiza et les autres. Marchés du travail et trajectories socials des migrants de Tunisie en region parisienne (de 1956 à nos jours),* thèse, Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, dir. C. Omnès, 2006.

[21] Geneviève Massard Guilbaud, *Des Algériens à Lyon. De la grande guerre au front populaire,* Paris, l'Harmattan, 1995.

[22] Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre de civile à la mort de Franco,* Paris, Albin-Michel, 1999.

[23] Marie Pislar Fernandez, *Slovenci v zelezni Loreni skozi zivljenske pripovedi/Slovènes en Lorraine du fer (1919-1939). À travers des récits de famille,* Zalozba ZRC, Ljubljana, 2004.

[24] Jean-Philippe Namont, *La colonie tchécolovaque en France entre 1914 et 1940*, thèse, Paris I, 2008.

grande thèse de géographie de Firmin Lentacker, soutenue en 1954[25]. Quant à l'approche par les lieux d'implantation elle est récemment passée de l'ère artisanale à l'ère industrielle avec le lancement par l'Agence pour la Cohésion Sociale et l'égalité des chances d'une enquête sur l'histoire et la mémoire des migrations en région qui a, de 2005 à 2008 mobilisé vingt-six équipes et plus d'une centaine de chercheurs dont la tâche était de proposer pour chacune des régions françaises, une histoire des populations étrangères attentive aux formes prises localement par leur installation.

C'est que l'historiographie de l'immigration change, au début du XXIe siècle d'échelle. La majorité des travaux antérieurs sont menés par des spécialistes, peu nombreux, qui se rencontrent, se connaissent et éventuellement collaborent entre-eux. Il y a aujourd'hui plusieurs centaines de chercheurs – spécialistes en poste, étudiants, membres d'association ou enseignants du secondaire - qui s'occupent activement d'histoire de l'immigration en France. Cette explosion démographique, pour partie liée à une institutionnalisation en cours - que marquent la naissance de la Cité Nationale de l'histoire de l'immigration, la publication de plusieurs manuels[26], la prise en compte de la dimension migratoire de l'histoire française par l'éducation nationale, la naissance d'une association de spécialistes - et/ou à l'existence d'un dense réseau associatif intéressé à ces questions, s'accompagne d'une massification de la production, dont rendent compte plusieurs revues spécialisées[27], ainsi que d'une diversification des objets et des points de vue. La plupart de ceux-ci cependant se réfèrent, qu'ils visent à les réfuter ou à les nuancer, aux travaux précédents et particulièrement aux plus anciens de ceux-ci. Plusieurs auteurs mettent ainsi en évidence la diversité des figures de l'immigrant. Longtemps en effet celui-ci a été identifié au travailleur peu qualifié de la grande industrie, dans le cadre d'une historiographie qui découvrait, sous le prolétaire, l'immigré. Or ceux-ci furent aussi, et en nombre étudiants[28], particulièrement dans la France de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, commerçants - étudiés par Claire Zalc pour l'entre-deux-guerres[29] - ouvriers agricoles[30] ou domestiques, ainsi que le rappelle Marieke König étudiant les domestiques allemandes présentes à Paris au XIXe siècle[31]. S'apparente à ce mouvement la découverte, relativement récente, de la présence massive des femmes au sein de l'immigration, et ce dès le milieu du XIXe siècle, du fait qu'elles ont elles aussi souvent travaillé, mais aussi fait l'objet de politiques ou de pratiques administratives spécifiques[32].

L'existence d'un modèle français en matière d'immigration, longtemps et parfois

---

[25] Firmin Lentacker, *La frontière franco-belge, etude géographique des effets d'une frontirèes internationale sur le vie de relations,* Lille, ANRT, 1954.

[26] Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001; Janine Ponty, *L'immigration dans les textes, France, 1789-2002,* Paris, Belin, 2002; Ralph Schor, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours,* Paris, Armand Colin, Paris, 1996.

[27] *Hommes et Migrations, Migrance, La Revue Européenne des Migrations Internationales, Diasporas, Actes de l'Histoire de l'Immigration.*

[28] Nicolas Manitakis, *L'essor de la mobilité étudiante internationale à l'âge des États-Nations. Une étude de cas: les étudiants grecs en France,* Thèse, Ehess, 2004.

[29] Claire Zalc, *Immigrants et indépendents: parcours et contraintes. Les petits entrepreneurs étrangers dans le département de la Seine (1919-1939),* thèse, Paris X-Nanterre, 2002.

[30] Ronald Hubscher, *L'immigration dans les campagnes françaises (19e-20e siècle),* Paris, Odile Jacob, 2005.

[31] Marieke König (dir.), *Deutsche Handwerker, Arbeiter und Dienstmädchen in Paris. Eine vergessene Migration im 19. Jahrhundert*, Oldenburg-Verlag, Munich, 2003.

[32] Linda Guerry, *Le genre de l'immigration et de la naturalisation à Marseille (1918-1939)*, thése, Avignon, dir. F. Thébaud, 2008.

implicitement admise, fait elle-aussi l'objet d'un réexamen, par le biais d'enquêtes comparatives, peu nombreuses, mais extrêmement riches, telles celle consacrée par Judith Rainhorn aux Italiens à Paris et New-York[33].
L'analyse des pratiques d'État s'est quant à elle déplacée des normes, inscrites dans la loi ou la réglementation, aux conditions concrètes du contrôle des étrangers. Les agents de ces politiques[34], les technologies dont ils usent[35], leurs pratiques quotidiennes[36], les institutions en contact direct avec les étrangers[37], font actuellement l'objet de nombreux travaux, souvent - tels ceux d'Alexis Spire étudiant les pratiques des fonctionnaires de la préfecture de police durant les trente glorieuses[38] - situés aux confins de l'histoire, de la sociologie et des sciences politiques.
C'est dans le cadre souvent de ceux-ci que l'on trouve les échos de la controverse la plus vive du moment, qui concerne les liens entre colonisation et immigration, question centrale du premier grand colloque organisé par la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration[39]. Les liens entre migrations massives du second vingtième siècle et colonisation, les continuités ou les ruptures dans le traitement des populations immigrées, et/où « issues de l'immigration » pour qui reprend les expressions de la langue commune et l'encadrement des populations coloniales, le réemploi en métropole de schèmes de représentations directement issu du monde colonial, sont aujourd'hui autant de points donnant lieu à de parfois fort vifs débats.

Ces mouvements historiographiques ont eu des implications archivistiques. L'attention portée aux trajectoires individuelles ou familiales à partir des années 1990, la multiplication des monographies locales, le passage d'une histoire des politiques d'état à l'étude de leur mise en oeuvre ont conduit à privilégier les fonds locaux plutôt que ceux des administrations centrales et parfois à une utilisation systématique des nombreux dossiers individuels produits par l'appareil administratif qui, depuis la fin du dix-neuvième siècle, tente de contrôler flux migratoires et étrangers présents en France. De ce fait, de nombreux historiens de l'immigration consultent systématiquement aujourd'hui des sources spécifiques, ce qui était plus rarement le cas il y a quelques décennies. L'histoire de l'immigration a d'abord utilisé les

---

[33] Judith Rainhorn, *Paris, New-York : des migrants italiens (années 1880-1930),* Paris, CNRS Éditions, 2005.
[34] Sylvain Laurens, *Hauts fonctionnaires et immigration en France, 1962-1981, Socio-histoire d'une domination à distance*, thèse, EHESS, 2006.
[35] Vincent Denis, *Une histoire de l'identité,* France, 1715-1815, Champ Vallon, Paris, 2008.
[36] Clifford Rosenberg, Policing Paris : *The origin of Modern Immigration Control between the wars,* Cornell University Press, 2006; Mary D. Lewis, *The boundaries of the Republic: Migrant Rights and the Limits of Universalism in France, 1918-1940,* Stanford University Press, 2007.
[37] Françoise De Barros, *L'état au prisme des municipalités. Une comparaison historique des categorisations des étrangers en France*, Thèse, Sciences-Po, 2004, *Amelia Lyons, Invisible immigrants : Algerian Families and the French Welfare State in the Era of decolonization (1947-1974),* 2004, Choukri Hmed, *Loger les étrangers "isolés" en France. Socio-histoire d'une institution d'état, la Sonacotra (1956-2006),* thèse, 2006, Lucienne Chibrac, Les pionnières du travail social auprès des étrangers. Le service social d'aide aux emigrants, des origins à la liberation, Paris, EHESP, 2005, Marc Bernardot, *Loger les immigrés, la Sonacotra, 1956-2006*, Paris, Éditions du croquant, 2008.
[38] Alexis Spire, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975),* Paris, Grasset, 2005.
[39] Nancy L. Green, Marie Poinsot (dir.), *Histoire de l'immigration et question coloniale en France,* Paris, La Documentation française, 2008.

fonds déposés par les services centraux des administrations, les fonds de presse et les sources classiques de l'histoire sociale (recensements, état-civil). Ce constat permet d'ailleurs d'illustrer la difficulté qu'il y a à prévoir les besoins ou les curiosités futures des historiens. Les dossiers individuels d'étrangers étaient, il y a une quinzaine d'années, des fonds totalement négligés et très encombrants et les directeurs des archives départementales étaient bien souvent tentés de les passer au pilon afin de regagner quelques précieux mètres linéaires, sans que cela ne chagrine beaucoup les historiens ni le public.

Instruit par ce précédent je ne proposerai donc en guise de conclusion que quelques remarques et d'abord le constat que l'histoire de l'immigration ne s'est pas faite et ne se fera pas uniquement à l'aide de fonds spécifiques et il faut je crois le rappeler aux étudiants. Nous ne sortirons pas des fichiers des caisses de retraite ou des offices HLM les fiches des migrants. La seconde est que la curiosité historienne en ce champ est particulièrement peu prévisible, parce que si les transformations de l'historiographie renvoient pour partie à la dynamique propre d'un champ de recherche, qui a désormais ses traditions et ses normes, elles traduisent aussi, très directement, les mutations des champs politiques, institutionnels et sociaux. Le vif intérêt pour les manifestations de la xénophobie qui caractèrise les années quatre-vingt, la place centrale de l'assimilation dans les interrogations des années quatre-vingt-dix, les débats actuels sur les liens entre immigration et colonisation renvoient, de façon trop évidente pour qu'il soit nécessaire d'insister, aux transformations du contexte politique. De même, la multiplication contemporaine des travaux est à mettre en lien avec l'intérêt porté par un dense milieu associatif aux questions de mémoire et d'histoire, mais aussi avec les évolutions de la commande publique, aux effets particulièrement structurant dans le champ.

J'ai envie de dire de ce fait que la meilleure façon d'anticiper les usages futurs n'est peut-être pas de scruter les pratiques actuelles, mais de se demander ce qui n'a pas été fait, utilisé, et qui pour le moment n'intéresse personne ou presque, il faut en effet quelques précurseurs pour que soit pensée la possibilité d'une direction nouvelle. Il est ainsi frappant de constater que nous connaissons particulièrement bien la période qui va de 1880 à 1950, mais que nous avons peu de travaux d'historiens consacrés au dernier demi-siècle[40] et moins encore aux périodes antérieures[41]. De même certains fonds d'archives ont été jusqu'ici très peu exploités, les archives hospitalières ainsi, qui permettraient une histoire du corps et de la santé du migrant, encore en germe[42]. La dimension religieuse des migrations ayant affecté la France est elle aussi encore peu connue[43] et les archives des institutions religieuses peu explorées. Une histoire de l'encadrement des migrants par les autorités des pays d'origine est elle aussi possible, au moyen des archives consulaires, mais rarement faite[44], l'historiographie française, malgré de brillantes exceptions, oubliant souvent que les immigrés sont aussi des émigrants[45].

---

[40] Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Des bidonvilles à la ville. Migrants des trente glorieuses et résorptions en région parisienne,* HDR, 2008.

[41] Pierre Jacques Derainne, *Le travail, les migrations et les conflits en France : representations et attitudes sociales sous la monarchie de Juillet et la seconde république*, thèse, U. de Bourgone, 1999.

[42] Laure Pitti, "La lutte des Penarroya contre le plomb", *Santé et travail*, 62, 2008.

[43] Yvan Gastaut, Ralph Schor (coord.), "Migration et religion en France I (XIXe-XXe siècle)", *Cahiers de la méditerranée,* 76, 2008.

[44] Victor Pereira, *L'état portugais et l'émigration, 1957-1974,* thèse, Sciences-Po, 2006; Maria José Fernandez, *Émigrer sous Franco : politiques publiques et stratégies individuelles dans l'émigration espagnole vers l'Argentine et la France (1945-1965),* thèse, Paris VII, 2006.

[45] Caroline Douki, *Les mutations d'un espace regional au miroir de l'émigration : l'Apennin toscan (1860-1914)*, thèse, Sciences-Po, 1996.

D’autres histoires encore seraient possibles, de l’expertise en matière d’immigration par exemple, nous savons peu de choses d’un William Oualid, ou d’un André Pairault, de l’action d’un Bertrand Nogaro. Ont été peu étudiées enfin, sur un tout autre plan, les luttes et les formes d’organisation des immigrés eux-mêmes, peu exploitées les archives de leurs organisations ou les correspondances privées, l’historiographie française ayant souvent été une histoire de l’immigration plus qu’une histoire des migrants. Il reste en somme beaucoup de thèmes à explorer, de cartons à ouvrir et de sujets de thèse à distribuer ce qui ne fait d’ailleurs que renforcer l’incertitude quant au devenir de ce champ. Une chose est sûre cependant, sans l’engagement pérenne des Archives de France auprès des historiens, que matérialisent les recueils de sources élaborés avec l’association *Génériques*, cette histoire serait aujourd’hui moins riche et la poursuite de celui-ci est la plus sûre garantie de sa vitalité future.